

**ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE  
ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA  
DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA**

Parte II della 52<sup>a</sup> Sessione ordinaria  
(Parigi, 18-20 dicembre 2006)

Recommandation n. 790 (1)

Sur la sécurité et la stabilité en Asie centrale

*Annunziata il 19 marzo 2007*

L'ASSEMBLÉE,

(i) Considérant que l'Asie centrale est un ensemble constitué de sept Etats : les cinq Républiques exsoviétiques: Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirghizstan, Tadjikistan et Turkménistan et deux Etats « voisins »: l'Afghanistan et le Pakistan, aux confins de l'Europe et de l'Asie, d'une superficie de 5.445.000 km<sup>2</sup> et peuplés de 240 millions d'habitants, majoritairement musulmans sunnites. La sécurité et la stabilité de ces pays sont essentielles;

(ii) Considérant que le conflit d'Afghanistan persiste au coeur de cette zone,

qu'il n'a pas été résolu définitivement en 2001 et que la communauté internationale maintient une présence militaire forte de 32.000 hommes sous commandement de l'OTAN et de 8.000 hommes sous commandement américain, assurant la reconstruction du pays et le maintien de la paix, mais aussi la lutte contre les insurrections orchestrées par les talibans;

(iii) Estimant, à l'instar du Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan – rapport du 21 septembre 2006 – que « la coalition s'enlise en Afghanistan, que la situation se dégrade, que le chaos et le doute s'installent »; le Pakistan participe à la déstabilisation; l'insécurité aux frontières est grande, (le Baloutchistan et le Waziristan du Nord et du Sud sont aux mains d'or-

(1) Adoptée par l'Assemblée le 19 décembre 2006, lors de sa septième séance plénière.

ganisations pro-talibans); la situation intérieure est très confuse, même si le Président Moucharraf veut un « Islam éclairé » et est partenaire de la coalition contre le terrorisme; on soupçonne certaines forces et institutions de complicité avec les talibans;

(iv) Observant que l'OTAN, face à cette réalité, demande une augmentation des forces de 2.000 à 2.500 hommes pour sécuriser le sud du pays, pour contrer le danger que représentent à nouveau les talibans en Afghanistan en 2006, la reprise de l'insurrection violente, la progression sur le terrain, le contrôle de quatre provinces du Sud (sur les quinze que compte le pays) et le risque d'infiltration dans le Sud-Ouest d'ici la fin 2006;

(v) Notant la faiblesse du Président afghan, Hamid Karzaï, l'efficacité relative de l'Armée nationale afghane (ANA) dotée de moyens et d'effectifs insuffisants pour jouer un rôle essentiel; la corruption à tous les niveaux de responsabilités de l'Etat et des autorités régionales et locales (Gouverneurs, Commandants, Chefs de tribus ou de clans) dont le maintien à leurs postes ne crée pas la confiance;

(vi) Considérant qu'en raison des réformes non accomplies, l'économie n'a pas été restructurée autour de grands projets (comme la distribution d'eau) ou de microprojets nécessaires à l'amélioration de la vie quotidienne des populations, la reconstruction de l'Etat n'a pas été engagée (programme de développement sur cinq ans et 10,5 milliards de dollars d'aides), la sécurité et la justice n'ont pas été assurées aux populations, que la police nationale (ANP) manque du professionnalisme nécessaire à son efficacité et que la jeune génération doute des promesses du gouvernement et de la communauté internationale (Conférence de Bonn 2001 et de Londres 2006);

(vii) Consciente que le chômage, la pauvreté, l'analphabétisme et l'insécurité amènent les Afghans pourtant hostiles aux talibans à se montrer réceptifs à leurs arguments et que ces derniers occupent le

terrain, apportent leur aide et leur justice de proximité et réactivent tous les réseaux dormants dans les villages;

(viii) Rappelant que l'efficacité et la confiance sont fondées sur quatre piliers: sécurité, bonne gouvernance de l'Etat et Etat de droit, justice et lutte contre la corruption, développement socioéconomique;

(ix) Consciente qu'Al-Qaida et tous les autres réseaux terroristes étendent leur sphère d'activité; que des liens qui n'existaient pas s'établissent avec la Palestine, l'Irak et l'Afghanistan, soutenus par l'Iran, la Syrie ou l'Arabie Saoudite; et qu'une nouvelle génération de Djihadistes s'est formée avec les résistances irakiennes et palestiniennes, dont elle partage l'expérience et les techniques (les attentats suicides);

(x) Soulignant que le problème ne peut pas être réglé uniquement par l'affrontement militaire, les forces d'intervention ou le réarmement des milices populaires, mais qu'il faudra lui trouver une solution politique sous l'égide de la communauté internationale, comme peut-être l'Organisation pour la coopération de Shanghai comme l'a suggéré le Président du Sénat afghan, et aussi tous les Etats d'Asie centrale comme le reconnaissent des responsables politiques de ces pays;

(xi) Constatant que la corruption gangrène les Etats de la zone, que l'argent de la drogue est le « nerf de la guerre » au service des talibans; et que l'argent de la drogue et les trafics à l'intérieur des Etats sont la « force de frappe » des régimes en place, des clans et des tribus au détriment des populations;

(xii) Rappelant que la production de drogue a augmenté de 59% en 2006 alors que 700 milliards de dollars ont été investis pour des cultures de substitution: la surface cultivée en pavot en Afghanistan était 100.000 hectares en 2005 contre 165.000 hectares en 2006, pour une récolte d'opium de 6.100 tonnes (contre 4.100 tonnes en 2005), ce qui correspond à une

production d'héroïne de 400 tonnes (les saisies de drogue ne représentant que 1.221 kg, soit 467 kg d'héroïne, 107 kg d'opium et 445 kg de drogue végétale); l'héroïne est fabriquée dans 400 « laboratoires artisanaux » à partir de « précurseurs » qui circulent librement (10.000 tonnes en 2005); la lutte contre l'entrée des « précurseurs » aux frontières doit être la première action à mener avec la destruction des laboratoires et des champs de pavot;

(xiii) Déplorant que l'on tente sans succès d'empêcher l'exportation de la drogue et de l'héroïne et qu'on laisse augmenter en même temps les surfaces cultivées en pavot;

(xiv) Considérant que les réseaux et les trafics distribuent les produits partout dans le monde et notamment en Europe, et que la communauté internationale doit se saisir au plus vite d'un problème alarmant et mondial;

(xv) Constatant que tous les Etats de la région, incluant les cinq Républiques ex-soviétiques, partagent cette manne et sont associés à ces trafics, y compris au niveau des gouvernements;

(xvi) Rappelant que ces régimes autoritaires et personnalisés ne respectent ni l'Etat de droit ni les droits de l'homme, surtout au Turkménistan et en Ouzbékistan, et que seul le Kirghizistan s'est engagé dans une voie démocratique fragile; que dans ces Etats momentanément stables, les transitions sont incertaines, et que les oppositions muselées sont tentées de s'associer aux mouvements islamistes pour s'exprimer;

(xvii) Consciente qu'aucun Etat d'Asie centrale n'envisage « l'intégration » régionale économique, et encore moins politique; ces Etats sont rivaux et développent des politiques multi-vectérielles, et les pays influents sont la Russie « l'Alliée » et la Chine « le partenaire »;

(xviii) Notant que l'islamisme radical y est relativement maîtrisé sur la base du

principe de laïcité de l'Etat et de l'exercice de la force (Andijan 2005 en Ouzbékistan);

(xix) Considérant que ces Etats disposent de ressources énergétiques en hydrocarbures exceptionnelles; les plus riches étant l'Ouzbékistan; mais surtout le Kazakhstan avec 20 milliards de barils de réserves de pétrole et le Turkménistan, au dixième rang mondial, avec 3 500 milliards de mètres cubes de gaz. Ces gisements sont importants. Avec Gazprom, la Russie domine le marché d'Asie centrale;

(xx) Constatant que les Etats riverains de la mer Caspienne – Russie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Turkménistan, Iran – n'ont pas réussi à conclure un accord et à définir le statut de cette mer;

(xxi) Notant que la Russie vend à l'Europe (à 240 dollars les 1.000 m<sup>3</sup>) le gaz qu'elle achète en Asie centrale (50 dollars les 1.000 m<sup>3</sup>, 100 dollars depuis peu), qu'elle préside le G8 et fait de la « sécurité énergétique » le thème de sa présidence, mais qu'elle n'a pas ratifié le Traité sur la Charte de l'énergie de 1994, et que l'insécurité énergétique constitue une vraie menace pour l'Europe qui doit adopter dès 2007 un plan d'action;

(xxii) Notant qu'en matière de nucléaire, les Etats d'Asie centrale se sont prononcés pour la dénucléarisation de leur territoire et de toute la zone;

(xxiii) Rappelant que le « jeu des grandes puissances » affirme surtout les intérêts de la Russie, de la Chine et des Etats-Unis qui sont présents militairement et économiquement; ainsi que de l'Iran et de l'Inde qui sont « des voisins intéressés » mais plus lointains;

(xxiv) Notant que l'Europe est dramatiquement absente politiquement de ce « grand jeu » du XXI<sup>e</sup> siècle; qu'elle dénonce les atteintes aux droits de l'homme et sanctionne les Etats, mais qu'elle n'exerce ni influence ni accompagnement démocratique de ces Etats qui sont occidentalisés et forment « l'Eurasie »;

(xxv) Observant que l'Europe ne joue pas le rôle économique qui devrait être le sien, ne développe aucune stratégie et n'a pas pris la dimension de l'enjeu énergétique en Asie centrale;

(xxvi) Consciente que pour ces pays, le modèle européen « est une référence, qu'ils souhaitent le « dialogue », l'« accompagnement » et la « coopération » et que l'Europe a sa place en Asie centrale à condition de s'y intéresser,

#### RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER L'UNION EUROPÉENNE

1. A poursuivre d'urgence sa politique de rapprochement avec chacun des Etats d'Asie centrale afin d'approfondir un dialogue constructif, l'accompagnement démocratique et la coopération économique sur des projets concrets ; à prendre toutes les mesures qui pourront faire évoluer ces pays, tout en donnant à l'Union européenne la possibilité de prendre sa place parmi les puissances établies et de participer à la lutte contre les menaces qui pèsent sur la stabilité et la sécurité de la région;

2. A saisir la communauté internationale du problème mondial que représente

la production de drogue en Afghanistan, et à formuler avec l'ONU (Office de l'Organisation des Nations unies contre la drogue et le crime) un mandat spécial de l'ONU chargeant la FIAS de bloquer les convois de « précurseurs » et de détruire les laboratoires de production d'héroïne en Afghanistan;

3. A aider à la mise en place de toutes les mesures réglementaires en termes de police, de justice, de sécurité, mais aussi à la pratique de cultures de substitution et au développement de micro-projets pour la population;

4. A participer à la lutte contre l'islamisme radical, lequel peut réellement conduire à « un conflit des civilisations avec l'Occident » dans la mesure où des liens se nouent et des réseaux se créent entre le Moyen-Orient et l'Asie centrale, en engageant des programmes de développement sociaux et économiques essentiels et en mesurant aussi combien les conflits israélo-palestinien et irakien, non résolus, pèsent sur la sensibilité d'une opinion publique qui, dans le monde musulman, et notamment en Asie centrale, affirme sa laïcité et sa volonté de combattre les talibans.

**N. B. Traduzione non ufficiale**

## Raccomandazione n. 790

## La sicurezza e la stabilità in Asia centrale

L'ASSEMBLEA,

(i) considerando che l'Asia centrale è un insieme formato da sette Stati: le cinque Repubbliche ex-sovietiche: Kazakistan, Uzbekistan, Kirghizistan, Tagikistan e Turkmenistan e due Stati limitrofi, l'Afghanistan e il Pakistan, sul confine tra Europa ed Asia, con una superficie di 5.445.000 kmq e una popolazione di 240 milioni di abitanti, in maggioranza musulmani sanniti, e che la sicurezza e la stabilità di questi Paesi sono essenziali;

(ii) considerando che il conflitto in Afghanistan perdura al centro di questa regione, che non è stato definitivamente risolto nel 2001 e che la coalizione internazionale mantiene una presenza militare forte di 32000 uomini sotto comando NATO e di 8000 uomini sotto comando americano, addetta alla ricostruzione del paese e al mantenimento della pace, ma anche alla lotta contro le insurrezioni orchestrate dai Talebani;

(iii) ritenendo, come il Segretario generale dell'ONU, Kofi Annan nel suo rapporto del 21 settembre 2006, che «in Afghanistan la coalizione si sta impantanando, la situazione si sta deteriorando, il caos e l'incertezza stanno dilagando», che il Pakistan partecipa alla destabilizzazione, che l'insicurezza alle frontiere è grande, (il

Belucistan e il Waziristan settentrionale e meridionale sono in mano ad organizzazioni filotalebane), che la situazione interna è assai confusa e che, sebbene il Presidente Musharraf auspica un Islam illuminato ed è partner della coalizione contro il terrorismo, talune forze ed istituzioni sono comunque sospettate di complicità con i Talebani;

(iv) considerando che la NATO, davanti a questa realtà, chiede un aumento del contingente dell'ordine di 2000-2500 uomini per rendere sicura la parte meridionale del paese, arginare il pericolo nuovamente rappresentato in Afghanistan dai Talebani nel 2006 a causa della ripresa dell'insurrezione armata e della progressione di questa sul terreno, con il controllo di quattro province meridionali su quindici e il rischio di un'espansione a sud-ovest da qui alla fine del 2006;

(v) constatando la debolezza del Presidente afgano, Hamid Karzaï, la relativa efficienza dell'Esercito nazionale afgano (ANA), dotato di mezzi e di effettivi insufficienti a svolgere il proprio ruolo essenziale, la corruzione a tutti i livelli dell'apparato statale e degli enti regionali e locali (Governatori, comandanti, capitribù o capi clan) la cui inamovibilità non instaura certo la fiducia;

(vi) considerando che a causa delle riforme incompiute l'economia non è stata ristrutturata attorno ai grandi progetti (come la distribuzione dell'acqua) o ai microprogetti necessari per migliorare la vita quotidiana della popolazione, che la ricostruzione dello Stato non ha fatto passi avanti (programma di sviluppo quinquennale dotato di 10,5 miliardi di dollari in aiuti), che la sicurezza e la giustizia non sono state garantite alla popolazione, che la polizia nazionale (ANP) manca della professionalità necessaria alla sua efficienza e che la gioventù non crede alle promesse del governo e della comunità internazionale (Conferenze di Bonn nel 2001 e di Londra nel 2006);

(vii) consapevole che la disoccupazione, la povertà, l'analfabetismo e l'insicurezza inducono anche gli Afgani ostili ai Talebani a prestare orecchio ai loro argomenti e che questi, presenti sul terreno, dispensano il loro aiuto e la loro giustizia di vicinato riattivando le reti rimaste in sonno nelle campagne;

(viii) ricordando che l'efficienza e la fiducia si fondano su quattro pilastri: sicurezza, buon governo, stato di diritto, giustizia e lotta alla corruzione e sviluppo socioeconomico;

(ix) consapevole che Al Qaida e tutte le altre reti terroriste vanno ampliando il loro raggio d'azione, che legami sin qui inesistenti si stanno instaurando tra Palestina, Iraq e Afghanistan, con il sostegno dell'Iran, della Siria o dell'Arabia Saudita, e che una nuova generazione di jihadisti si è formata con i movimenti di resistenza irakeno e palestinese, di cui condivide l'esperienza e le tecniche (attentati suicidi);

(x) sottolineando che il problema non si risolve soltanto mediante lo scontro militare, le forze d'intervento o il riarmo di milizie popolari, bensì richiede una soluzione politica sostenuta dalla comunità internazionale - eventualmente nella forma della « Organizzazione di cooperazione di Shanghai », come ha suggerito il Presidente del Senato afgano - ma anche

da tutti gli Stati centroasiatici, come riconoscono dei responsabili politici di quei paesi;

(xi) constatando che la corruzione penetra come una cancrena nei Governi della regione, che il denaro della droga è il « nerbo della guerra » al servizio dei Talebani, e che i proventi della droga e dei traffici all'interno di questi Stati costituiscono il puntello dei regimi al potere, dei clan e delle tribù a scapito delle popolazioni;

(xii) ricordando che nel 2006 la produzione di droga è aumentata del 59%, mentre 700 miliardi di dollari sono stati investiti a sostegno delle colture di sostituzione, che la superficie coltivata a papavero in Afghanistan copriva 165.000 ha nel 2006 contro 100.000 nel 2005, per un raccolto d'oppio di 6.100 tonnellate rispetto alle 4.100 del 2005, corrispondente a 400 tonnellate d'eroina prodotta, che i sequestri di droga sono ammontati ad appena 1.221 kg, ovvero 467 kg d'eroina, 107 kg d'oppio e 445 kg di droga vegetale), che l'eroina è fabbricata in 400 laboratori artigianali a partire da precursori che circolano liberamente (10.000 tonnellate nel 2005) che la lotta per intercettare i « precursori » alla frontiera deve essere la prima azione da intraprendere, assieme alla distruzione dei laboratori e dei campi di papavero;

(xiii) deplorando l'insuccesso dei tentativi d'impedire l'esportazione della droga e dell'eroina, mentre si lascia che le aree coltivate a papavero continuino ad espandersi;

(xiv) considerando che le reti di trafficanti distribuiscono la merce ovunque nel mondo e segnatamente in Europa, e che la comunità internazionale deve prendere coscienza quanto prima di un problema allarmante e di portata mondiale;

(xv) constatando che tutti i Governi della regione, compresi quelli delle cinque repubbliche ex-sovietiche, sono implicati nell'affare e coinvolti in questi traffici sino al livello governativo;

(xvi) ricordando che questi regimi autoritari e personalistici non rispettano né lo stato di diritto, né i diritti umani, specie in Turkmenistan e Uzbekistan, che soltanto il Kirghizistan ha precariamente imboccato la strada della democrazia, che in questi Stati per adesso stabili la transizione è in bilico e gli oppositori, repressi, sono tentati di associarsi ai movimenti islamisti per far sentire la propria voce;

(xvii) consapevole che nessuno Stato centroasiatico ipotizza l'integrazione regionale economica né tanto meno politica, che si tratta di Stati rivali che portano avanti politiche a tutto campo e che ad esercitare un'influenza su di essi sono la Russia, in quanto « alleata », e la Cina, in quanto « socia ».

(xviii) notando che l'islamismo radicale vi è relativamente sotto controllo grazie al principio della laicità dello Stato e all'uso della forza (vedi Andijan nel 2005 in Uzbekistan);

(xix) considerando che questi Stati dispongono di eccezionali risorse energetiche in idrocarburi, le più abbondanti delle quali si trovano in Uzbekistan, in Kazakistan con 20 miliardi di barili di riserve di petrolio e in Turkmenistan, che con 3.500 miliardi di metri cubi è il decimo produttore mondiale di gas; che si tratta di giacimenti imponenti e che, attraverso Gazprom, la Russia domina il mercato dell'Asia centrale;

(xx) constatando che gli Stati rivieraschi del mar Caspio — Russia, Azerbaigian, Kazakistan, Turkmenistan, Iran — non sono riusciti a concludere un accordo e a definire lo status di quel mare;

(xxi) considerando che la Russia vende all'Europa, a 240 dollari per 1.000 m<sup>3</sup>, il gas che compra in Asia centrale a 100 dollari per 1000 m<sup>3</sup> — 50 dollari fino a tempi recenti —, che la Russia, come presidente di turno del G8, ha fatto della sicurezza energetica il tema della propria presidenza, ma non ha ratificato il Trattato sulla Carta dell'energia del 1994, e che l'insicurezza energetica costituisce un'au-

tentica minaccia per l'Europa che deve varare un piano d'azione entro il 2007;

(xxii) considerando che, in tema di nucleare, gli Stati dell'Asia centrale si sono pronunciati in favore della denuclearizzare del loro territorio e di tutta la regione;

(xxiii) ricordando che l'equilibrio di potere nella regione avvantaggia in primo luogo gli interessi della Russia, della Cina e degli Stati Uniti, che sono presenti militarmente ed economicamente, nonché quelli dell'Iran e dell'India, vicini a loro volta « interessati » ancorché più distanti;

(xxiv) notando che l'Europa, sul piano politico, brilla per la sua assenza da questo « grande gioco » del XXI secolo, che essa denuncia le violazioni dei diritti umani e sanziona gli Stati, ma non esercita alcuna forma d'influenza né di accompagnamento democratico su quei paesi occidentalizzati che formano l'Eurasia;

(xxv) osservando che l'Europa non svolge il ruolo economico che le spetterebbe, non sta predisponendo alcuna strategia e non ha colto appieno l'entità della posta in gioco, sul piano energetico, in Asia centrale;

(xxvi) Consapevole che il « modello europeo » offre un termine di riferimento a questi paesi desiderosi di dialogo, accompagnamento e cooperazione, e che in Asia centrale vi è spazio per l'Europa, purché essa dia prova di un autentico interesse.

#### RACCOMANDA AL CONSIGLIO D'INVITARE L'UNIONE EUROPEA

1. a dare, con urgenza, ulteriore impulso alla sua politica di avvicinamento a ciascuno degli Stati centroasiatici onde approfondire il dialogo in corso, sostenere l'accompagnamento democratico e potenziare la cooperazione economica su progetti concreti, al fine di supportare in tutti i modi lo sviluppo di questi paesi e consentire all'Unione europea di assumere il proprio posto tra le altre potenze in pre-

senza e partecipare alla lotta contro le minacce che gravano sulla stabilità e la sicurezza della regione;

2. a richiamare l'attenzione della comunità internazionale sulla dimensione globale del problema della produzione di droga in Afghanistan, e a formulare, di concerto con l'ONU (Ufficio dell'Organizzazione delle Nazioni Unite contro la droga e la criminalità) un mandato speciale dell'ONU che incarichi l'ISAF di bloccare i carichi di precursori e distruggere le strutture di produzione dell'eroina in Afghanistan;

3. a contribuire al varo di tutte le misure normative occorrenti nei campi della polizia, della giustizia, della sicu-

rezza, ma anche all'introduzione di colture alternative e allo sviluppo di progetti per la popolazione locale;

4. a partecipare alla lotta contro l'islamismo radicale che, qualora prendessero corpo collegamenti e reti tra il Medio Oriente e l'Asia centrale, potrebbe effettivamente provocare uno « scontro di civiltà con l'Occidente », avviando programmi di sviluppo socioeconomico di base e tenendo conto, altresì, di quanto gli irrisolti conflitti israelo-palestinese e irakeno incidano sulla sensibilità di quei settori dell'opinione pubblica che, nel mondo musulmano e in particolare in Asia centrale, affermano la propria laicità e la volontà di combattere i Talebani.